



CARIF-OREF Guadeloupe
Maison Régionale de la Formation et de l'Emploi

Centre Ressources du CARIF-OREF Guadeloupe



L'insertion professionnelle des personnes handicapées 2012

SOMMAIRE

- I- Notion
- II- Bibliographie
- III- Documents à télécharger
- IV- Textes législatifs
- V- Sitographie







I-Notions

Définition

« Constitue un handicap, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un poly-handicap ou d'un trouble de santé invalidant ».

Définition du handicap selon la loi 2005-102 du 11 février 2005.

On peut distinguer 6 grandes familles de handicap :

	Le handicap moteur : recouvre l'ensemble des troubles pouvant entraîner une atteinte partielle ou totale de la motricité, notamment des membres supérieurs et/ou inférieurs (difficultés pour se déplacer, conserver ou changer une position, prendre et manipuler, effectuer certains gestes).
	Le handicap visuel : concerne les personnes aveugles, mais aussi, dans la majorité des cas, les personnes malvoyantes
	Le handicap auditif : la perte auditive totale est rare, la plupart des déficients auditifs possèdent « des restes auditifs » pour lesquels les prothèses auditives apportent une réelle amplification. Selon les cas, ce handicap s'accompagne ou non, d'une difficulté à oraliser.
	Le handicap psychique : Aucune définition exhaustive n'est possible, d'autant que la terminologie psychiatrique (névrose, psychose...) est seulement maîtrisée par les psychiatres
	La déficience intellectuelle : C'est une difficulté à comprendre et une limitation dans la rapidité des fonctions mentales sur le plan de la compréhension, des connaissances et de la cognition.
	Les maladies invalidantes : Toutes les maladies respiratoires, digestives, parasitaires, infectieuse (diabète, hémophilie, sida, cancer, hyperthyroïdie...). Elles peuvent être momentanées, permanentes ou évolutives.

Source : <http://www.handiplace.org>

II- Bibliographie

Ouvrages

Agefiph : Rapport annuel 2008

Les pages régionales Guadeloupe

AGEFIPH, Fort-de-France, AGEFIPH, 2009, 4 p..-

Rapport annuel de l'Agefiph. Concerne le département de la Guadeloupe.

Réf : 410AGE4285

Au cœur de l'emploi des personnes handicapées

Rapport annuel 2009

AGEFIPH, AGEFIPH, 2010, 35 p..-

Agefiph poursuit sa mission de développement, dans le nouveau paysage qui se dessine, l'accès des personnes handicapées aux dispositifs de droit commun devra être optimisé pour répondre aux objectifs et aux droits institués par la loi du 11 février 2005.

Vous trouverez dans ce bilan annuel les activités et les résultats de l'Agefiph au cours de l'année 2009.

Réf : 410AGE4383

Contribution au plan départemental d'insertion des travailleurs handicapés en Guadeloupe : rapport final

HOTON Patrick/MAYNIE Pierre-Louis ADEP, Fort-de-France, ADEP, 1996, 41 p..-

Les pouvoirs publics, les associations guadeloupéennes ont ces dernières années développés les actions d'insertion en faveur des personnes handicapées et des travailleurs handicapés en particulier.

Malgré tout, il reste en matière d'infrastructures, un retard par rapport à la Métropole. Aussi, un programme départemental d'insertion se justifie pleinement. Il permet face aux besoins existants, de déterminer les objectifs à atteindre ainsi que les moyens et les méthodes d'action. Cet ouvrage donne une vision précise de la situation des travailleurs handicapés et du dispositif d'insertion qui est mis en œuvre actuellement.

Réf : 410ADE1332

Emploi et handicap : déjà 10 ans... construisons demain

AGEFIPH, Paris, L'HARMATTAN, 1997, 104 p..-

A l'occasion du dixième anniversaire du vote de la loi du 10 juillet 1987 en faveur de l'insertion professionnelle des personnes handicapées en milieu ordinaire, l'Agefiph propose cette analyse rétrospective de sa stratégie et ses actions. Réalisée avec l'ensemble des acteurs associés à la mise en œuvre de la loi, cette réflexion porte sur huit années d'existence de l'Agefiph.

Réf : 410AGE1872

Emploi et insertion des personnes handicapées : Région Guadeloupe

OBSERVATOIRE AFPA AQUITAINE, AGEFIPH, OBSERVATOIRE REGIONAL EMPLOI PERSONNES HANDICAPEES AUVERGNE, Bordeaux, AGEFIPH, 2007, 59 p..-

Le bilan annuel de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées présente un ensemble d'informations quantitatives organisées en cinq chapitres.

1 - Il brosse le contexte démographique, de l'emploi et du chômage en Guadeloupe. 24 % soit plus de 44 500 demandeurs d'emploi dont 900 personnes handicapées.

2 - Porte sur les personnes handicapées en Guadeloupe.

3 - Concerne les entreprises et l'emploi. Un focus est réalisé sur les établissements dits assujettis, c'est-à-dire soumis en principe à l'obligation d'emploi de personnes handicapées.

4 - Fait le point sur les moyens mis en œuvre pour l'accueil, la formation et l'insertion professionnelle des publics handicapés.

5 - Présente enfin les résultats des moyens mis en œuvre pour l'insertion des personnes handicapées en milieu ordinaire de travail (aides publiques et primes à l'emploi), les résultats de l'activité des CAP emploi en termes de placements réalisés, les subventions versées pour la création d'activité, et les actions d'aide au maintien dans l'emploi.

Réf : 410OBS4091

Guide Néret 2012 : Droit des personnes handicapées

FRICOTTE Lisiane, Paris, GROUPE LIAISONS, 2012, 396 p..-

Ce guide, présente les grandes orientations de la politique sociale et réglementaire dans le domaine du handicap.

Les différents champs d'actions ainsi que les circuits d'intervention sont examinés.

Réf : 841FRI4586

Guide Néret : Droit des personnes en situation de handicap

CTNERHI (CENTRE TECHNIQUE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECCHERCHES, Paris, EDITIONS LIAISONS, 2003, 290 p..-

Ce guide présente les grandes orientations de la politique sociale et réglementaire dans le domaine du handicap. Les différents champs d'actions ainsi que les circuits d'interventions sont examinés

Réf : 814CTN3403

Guide du travail protégé 2000/2001

DELHOMMEAU Laurence/SAHNINE Mehdi, Paris, EDITIONS ASH, 2000, 385 p..-

Le guide du travail protégé s'adresse aux entreprises de plus de vingt salariés concernées par l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés au titre de la loi du 10 juillet 1987.

Premier du genre, le guide du travail protégé est l'unique ouvrage de référence pour les décideurs, cadres ou comités d'entreprise, collectivités locales.

(Résumé de l'ouvrage)

Réf : 814DEL2817

Guide à l'usage des handicapés du département de la Guadeloupe

CONSEIL GENERAL DE LA GUADELOUPE

DASD, Basse-Terre, DASD, 1998, non paginé.-

Ce guide réalisé par le conseil général de la Guadeloupe et la DASD (Direction des Actions de Solidarité Départementale) aborde plusieurs points, à savoir :

- la politique du département de la Guadeloupe en faveur des handicapés,
- les prestations servies par le département,
- les adresses utiles des structures mises à la disposition de ce public spécifique.

Réf : 71DAS1696

Intégration de la politique des personnes handicapées dans l'ensemble de la politique sociale et d'emploi de l'union européenne : document de travail de la DGV

COMMISSION EUROPEENNE, Bruxelles, COMMISSION EUROPEENNE, 1999, 19 p..-

A la lumière du programme d'action sociale (1998-2000) actuellement en cours, le présent document décrit la façon dont la Commission entend développer sa stratégie en faveur des personnes handicapées en l'intégrant davantage dans l'ensemble de la politique sociale et d'emploi de l'Union européenne.

Réf : 410COM1863

L'insertion professionnelle des personnes handicapées en France : bilan et avenir d'un demi-siècle d'expérience

BLANC Alain/STIKER Henri-Jacques, Paris, DESCLEE DE BROUWER, 1998, 461 p..-

Cet ouvrage est le compte rendu d'un colloque organisé les 3, 4 et 5 avril 1997 à l'université Pierre Mendès-France par le Centre de sociologie des représentations et des pratiques culturelles du département de sociologie.

Au sommaire, trois parties :

- les personnes handicapées et le travail
- la puissance publique (politique publique pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées)
- médiateurs et entreprises (les acteurs de l'intégration des personnes handicapées en entreprise).

Réf : 410BLA1919

L'insertion professionnelle des travailleurs handicapés

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE, Paris, LA DOCUMENTATION FRANCAISE, 1998, 115 p..-

Accéder à l'emploi ou à une formation, travailler en milieu protégé ou être salarié de l'entreprise, bénéficier des aides et avantages facilitant la vie sociale lorsque l'on est handicapé : autant de points traités par ce volume de la collection Transparences.

Réf : 410MIN1693

Les travailleurs handicapés et la validation des acquis de l'expérience VAE

CTNERHI (CENTRE TECHNIQUE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECCHERCHES

AFPA-CNTH, Paris, CTNERHI (CENTRE TECHNIQUE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES, 2007, 97

p.-

La validation des acquis de l'expérience (VAE) permet de faire reconnaître son expérience (professionnelle ou non) afin d'obtenir un diplôme, un titre ou un certificat de qualification professionnelle. Les personnes handicapées doivent pouvoir bénéficier de ce dispositif. Ce dossier documentaire professionnel présente quelques expériences des actions issues de la base de données RAR (Recueil d'Actions Repérables) du Centre national de recherches et de ressources pour la formation professionnelle des travailleurs Handicapés (CNTH de Roiffé). Cette présentation des actions concrètes est accompagnée par un rappel des textes législatifs et par un survol de la littérature professionnelle. Une bibliographie analytique complète le dossier ainsi qu'une liste des sites internet.

Réf : 822CTN4055

Qualification et insertion des publics handicapés

CARIF-OREF MIDI-PYRENEES

UNION PATRONALE DE LA REGION MIDI PYRENEES, Toulouse, CARIF-OREF MIDI-PYRENEES, 1995,

114p.-

Ce document est la synthèse d'une étude de l'emploi des travailleurs handicapés en Midi-Pyrénées. L'étude a consisté en un état des lieux de l'emploi des travailleurs handicapés, en l'analyse des différentes perceptions et pratiques des acteurs de l'emploi de ce public et enfin d'un diagnostic des obstacles à sa qualification et par conséquent à son insertion professionnelle.

Réf : 340CAR848

Quelles formations pour les professionnels de l'insertion des personnes handicapées

ASSOCIATION VIVRE, Cachan, ASSOCIATION VIVRE, 1996, 78 p.-

Afin de découvrir quelle formation s'applique pour les professionnels de l'insertion de personnes handicapés, sont proposés :

- le témoignage d'un collaborateur de vivre,
- des éclairages théoriques sur le sujet,
- des comptes rendus de tables rondes,
- la synthèse de travaux réalisés en groupes de paroles.

Réf : 410VIV1155

Rapport annuel 2008 de l'Agefiph

AGEFIPH, Paris, AGEFIPH, 24 p.-

L'Agefiph publie son rapport annuel 2008 et annonce une hausse de 3 % du taux d'insertion des personnes handicapées en 2008 et 81 000 personnes handicapées entrées en formation soit 13% de plus qu'en 2007.

De nouveaux services ont également été déployés durant l'année 2008 :

- Le service Appui Projet, (délivré à près de 1 900 personnes éloignées de l'emploi)
- Le service Accompagnement à la Vie au Travail (mis en œuvre auprès de 640 entreprises et salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi)
- Le service de diagnostic PME-PMI a été engagé avec 9 200 établissements à "quota zéro"

- La Prime Initiative Emploi de l'Agefiph, (plus de 8 850 personnes handicapées en difficulté sur le marché du travail ont accédé à un emploi durable).

Réf : 410AGE4282

Tableau de bord sur l'emploi, le chômage et l'insertion des travailleurs handicapés en Guadeloupe

MOREAU Gérard/DARMALINGO Charly SERVICE, ETUDES, PROSPECTIVES, EVALUATION, STATISTIQUES

SEPES, Guadeloupe, DIRECTION TRAVAIL, EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE, 2004, 26 p..-

Le but de ce tableau de bord est de rassembler les principales données, régulièrement disponibles à la DTEFP ou auprès d'autres institutions (ANPE, Agefiph, PRITH, etc.), concernant l'emploi, le chômage et l'insertion des travailleurs handicapés.

Il permet par ailleurs de présenter le contexte institutionnel de l'emploi et de l'insertion des personnes en situation d'handicap, les principaux acteurs engagés dans cette problématique, ainsi que les moyens qui y sont consacrés.

Réf : 410SEP3769

Travailleurs handicapés : reconnaître leur expérience

Vingt-quatre établissements et services d'aide par le travail coopèrent pour valoriser les compétences acquises

LEGUY Patrice, Toulouse, EDITIONS ERES, 2007, 189 p..-

Comment reconnaître les expériences acquises par les travailleurs handicapés au cours de leur vie sociale et professionnelle ? Comment leur signifier que, certes différents, ils peuvent être compétents ? Comment agir pour que cette différence ne soit pas source d'exclusion sociale et professionnelle pour ces femmes et ces hommes.

Réf : 210LEG4010

Articles

Les solutions pour dépasser les freins à l'emploi des personnes handicapées

Dans : L'INFFO FORMATION, Juillet 2012, 815, pp. 13-20

"Durant ces dernières années, la loi de 2005 sur l'égalité des chances fait partie de celles qui ont été victimes du manque de moyens et de volonté politique, au plus haut sommet de l'État, pour être pleinement appliquées. Et les retards sont énormes malgré quelques avancées. Je redoute que ce qui n'a pas été fait depuis 2005 ne puisse pas se réaliser en deux ans." Ministre déléguée en charge des Personnes en situation de handicap depuis le mois de mai, Marie-Arlette Carlotti s'est vue confirmée à son poste après sa victoire aux législatives dans la 5e circonscription des Bouches-du-Rhône, le 17 juin dernier. À l'occasion du congrès de l'Unapei, le 1er juin, l'élue marseillaise avait souhaité que "les grandes associations se mobilisent pour trouver des solutions positives et concrètes". En tous les cas, c'est à elle que revient à présent la tâche de gérer le projet de transfert de la gestion de la déclaration annuelle obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (Doeth) à l'une d'entre elle – l'Agefiph – comme l'a prévu la loi de finances pour 2011. Et ceci dans un contexte qui aura vu le nombre de contributeurs à l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées diminuer de 58 000 à 47 520 entre 2007 et 2011. Quant au monde de l'entreprise, il demeure tiraillé entre l'obligation de prendre des dispositions "handi-friendly", que ce soit dans leurs locaux ou sur le world wide web, et la méconnaissance du sujet qui le pousse à préférer l'amende à l'obligation légale de recrutement. L'insertion dans l'emploi des personnes handicapées : un vaste dossier sur lequel la nouvelle ministre sera amenée à se pencher en compagnie de ses homologues en charge du Travail et de la Formation professionnelle, au risque de voir l'Europe exiger des sanctions financières.

Réf. A410/5421

Accompagnement personnalisé à la MPS de Grenoble: travailleurs handicapés et bénéficiaires du RMI

Dans : ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, janvier-février 2002, 176, pp. 70-75

L'association MPS, Maison de la promotion sociale, a mis en place pour les travailleurs handicapés, les bénéficiaires du RMI et les demandeurs d'emploi de longue durée en grande difficulté, plusieurs dispositifs d'accompagnement formatif et d'accompagnement vers l'emploi. Cette contribution détaille et analyse : le dispositif permanent d'accueil et de formation pour les handicapés (spécificités des objectifs, de l'accueil, de l'accompagnement, du partenariat, de l'ingénierie de formation, du suivi personnalisé du parcours formatif), les opérations développées en direction des Rmistes à l'occasion d'un dispositif d'accueil spécifique appelé "Espace permanent d'insertion" (EPI). Dans le cadre de ce dernier dispositif, les bénéficiaires sont accompagnés de façon très individualisée, tout au long de leur parcours, dans une dynamique collective visant l'accès ou le retour à une vie socioprofessionnelle. Outre, la formule "EPI", l'association a conçu deux autres dispositifs intitulés, respectivement : " Un temps avant d'agir" et "L'appui spécifique personnalisé" (ASP). Ces deux espaces s'adressent à un public en situation de très grande rupture. L'analyse de l'ingénierie d'accompagnement, de ces deux dernières structures, est proposée en conclusion. Cet article fait partie d'un dossier intitulé "L'accompagnement des personnes en difficulté".

Réf. A822/2432

Certifié compétent ! Accompagner une personne en situation de handicap mental dans la certification de ses compétences

Dans : ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, novembre 2008, 217, pp. 11-16

1,4 million de personnes sont en situation de handicap mental. Aborder le thème de la qualification nécessite de décentrer le regard porté sur ce handicap. Les savoir-faire de ces travailleurs ont longtemps été ignorés, comme le souligne Bernadette Grosyeux, directrice générale du Centre de la Gabrielle et des Ateliers du Parc de Claye. L'intégration au processus de VAE (validation des acquis de l'expérience) est un important facteur de changement. Une révolution dans le monde du handicap, qui jusqu'alors était considéré comme à part, frappé d'"irréparable". La VAE prend en compte les désirs d'évolution. Au Centre de la Gabrielle, le parti pris a été de s'inscrire dans le dispositif de droit commun. Seules ont été adaptées les modalités d'accompagnement. Chaque candidat a décidé lui-même de suivre le processus. Les chefs d'équipe ont été formés et ont fourni un réel effort au plus près des travailleurs, pendant les deux années de préparation. Au final, si les validations partielles ont pu décevoir certains salariés, tous ont déclaré avoir beaucoup appris : entraînement à la prise de parole, prise de conscience des gestes professionnels, etc. En perspective : un projet de pôle francilien intitulé "Cap VAE". Et un témoignage : "il ne sert à rien d'envisager l'intégration de personnes en situation de handicap mental dans l'entreprise si on ne prévoit pas leur évolution".

Réf. A410/4703

Concilier les temps de formation pour mieux vivre ensemble

Dans : ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, novembre 2008, 217, pp. 65-71

Piloté par le groupement d'intérêt public Handicaps et compétences, le projet national "Les temps pour vivre ensemble" visait à mieux concilier les temps de travail, de loisirs et de formation des personnes handicapées et de leur famille, pour réduire les discriminations dont elles sont victimes. Les clés : la mise en réseau des différents acteurs associatifs, la professionnalisation des personnes handicapées et des accompagnants, des passerelles entre diplômes. Les initiatives sont très nombreuses. Au pôle ressources handicap de Familles rurales de la Sarthe, des formations ont été proposées aux familles et directeurs de centres ; un guide méthodologique a été réalisé, ainsi que quatre malles pédagogiques. Un éducateur sportif intervient gratuitement dans les centres, une permanence téléphonique est proposée. De son côté, la fédération Trisomie 21 intervient pour aider les familles : elle a réalisé le livret "Scolariser un élève porteur de trisomie 21" et des fiches d'information, et organisé des Rencontres européennes sur la trisomie 21. Le Geist 21 (Groupes d'étude pour l'insertion sociale des personnes porteuses d'une trisomie 21) de Corrèze a mis en place une action pour l'intégration en milieu ordinaire dans les loisirs de jeunes porteurs de trisomie 21. Au Cresam (Centre de ressource expérimental pour enfants et adultes sourds-aveugles et sourds-malvoyants de Poitiers, c'est une formation pour des professionnels capables d'agir comme guides et interprètes qui a été mis en place. Le premier mastère européen sur la communication et la surdité congénitale a vu le jour en 2006. Pour sa part, le ministère de la Culture et ses partenaires ont organisé une série de six séminaires interrégionaux de sensibilisation à l'accessibilité. A Montpellier-I, "Environnement juridique et social de la personne en situation de handicap" est un diplôme universitaire qui peut être suivi en un ou deux ans. A Toulouse, l'Association nationale de parents d'enfants sourds (Arpes) permet aux familles de mettre en oeuvre un projet éducatif bilingue. Plusieurs réunions publiques ont été organisées permettant de constituer des groupes de travail en Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Pays de la Loire et en région parisienne. A Reims, l'accueil des enfants en situation de handicap représente une mission prioritaire pour tous les modes d'accueil de la petite enfance. A Strasbourg, Savoir et compétence a constitué un Espace

ressources pour les familles. A Châtillon (92), l'association "Croiser les savoirs pour faire savoir" anime un espace nommé Handucatec. L'Association provençale d'aide famille (Apaf) de Marseille a développé, entre autres, un service d'accompagnement à la vie sociale, et un espace multi accueil a vu le jour. Et à Paris, International visual theatre (IVT), une compagnie spécialisée dans la recherche linguistique et pédagogique autour de la langue des signes, travaille sur la formation de comédiens sourds.

Réf. A140/4711

Concilier travail et handicap

Dans : REBONDIR, mai-juin 2005, 123, pp. 21-40

Le président de la République en a fait l'un des trois chantiers prioritaires de son mandat. La loi pour l'égalité des droits et des chances est venue concrétiser une volonté de replacer la personne handicapée au cœur d'une société qui avait tendance à l'isoler. En attendant ses très nombreux décrets d'application, qui devraient être publiés d'ici le mois de juillet, ce dossier dresse un bilan des aides et prestations financières délivrées aux personnes handicapées et donne la parole aux intéressés.

Réf. A350/3612

Des mesures valides pour encadrer le handicap

Dans : TRAVAIL ET CHANGEMENT, mars-avril 2009, 324, p. 13

Les établissements d'accueil gérés par l'Association européenne des handicapés moteurs doivent faire face au vieillissement tant de leurs résidents que de leurs salariés. Aussi ont-ils clarifié leur projet d'entreprise et réfléchi à la façon de prévenir l'usure physique des employés.

Réf. A822/4612

De la personne handicapée à la personne en situation de handicap : d'une exclusion à l'autre ?

Dans : EDUCATION PERMANENTE, Juillet - Septembre 2003, 156, pp.123-129

L'article présente les critiques qui peuvent être opposées au développement récent de la formule personnes en situation de handicap, qui tend à remplacer celle de personne handicapées. Il montre comment l'expression est à la fois inappropriée mais aussi dangereuse. En banalisant le handicap, considéré comme un simple désavantage, elle justifie implicitement une révision à la baisse des traitements préférentiels nécessaires à la levée de la discrimination qui pèse sur les handicapés.

Réf. A410/3349

Dispositifs inclusifs de formation professionnelle des élèves handicapés

Dans : FORMATION PROFESSIONNELLE, Septembre-Décembre 2003, 30, pp.6-13

L'enseignement inclusif progresse. Toutefois, pour que l'inclusion se poursuive dans tous les domaines de la vie, y compris le travail, la formation professionnelle devra suivre.

Réf. A140/3481

Gestion individualisée des risques sociaux et crise des catégories instituées

Dans : EDUCATION PERMANENTE, Juillet - Septembre 2003, 156, pp.13-25

L'estompement des frontières qui séparent le chômeur du handicapé n'est pas le seul fait de la diversification des formes de chômage. Il reflète aussi le vaste mouvement de redéfinition

catégoriel engendré par des politiques de gestion du non-emploi ayant délégitimé les cadres sociaux régissant le chômage et le handicap, et rapproché les schèmes d'appréhension des conditions qui font le chômeur et le handicapé. Il trouve enfin sa source dans une individualisation des modes de socialisation des risques sociaux qui ramène les problèmes sociaux à une affaire d'individus et à des logiques événementielles, au détriment d'une vision d'ensemble engageant la responsabilité de la collectivité à l'égard des plus démunis.

Réf. A410/3356

Handicap : le chantier inachevé

Dans : ALTERNATIVES ECONOMIQUES, Février 2005, 233, pp.35-37

Deux ans et demi après, le Parlement s'apprête à adopter la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, qui réforme la précédente loi d'orientation, vieille de trente ans.

D'ultimes ajustements devaient y être apportés, lors de la Commission mixte paritaire. Mais, sous réserve d'améliorations, le texte reste bien en deçà des attentes des quelques quatre millions de français ayant un taux d'incapacité reconnu.

Réf. A822/3555

Handicap et chômage

Dans : HANDICAP ET CHOMAGE, Décembre 2004, 5, 8 p.

L'année 2003 a été proclamée année européenne des personnes handicapées pour attirer l'attention des citoyens sur les problèmes de discrimination liés à une déficience physique, sensorielle ou mentale et inciter les états membres de l'Union européenne à engager des processus législatifs qui préviennent et suppriment les facteurs de discrimination. Dans le même objectif, d'autres initiatives avaient été prises dans le passé pour sensibiliser les différents acteurs à la prise en compte du handicap dans notre société vieillissante : semaine pour l'emploi des personnes handicapée en France.

Toutes ces initiatives visent à favoriser l'intégration des personnes handicapées à la vie sociale, politique et économique. Manifestation, discours, professions de foi ponctuent donc régulièrement l'action publique. Mais dans la pratique, la situation des personnes handicapées ne s'améliore que modestement.

Réf. A822/3535

Handicap et emploi : le bilan, 5 ans après

Dans : LIAISONS SOCIALES MAGAZINE, Novembre 2010, 116, pp. II-XI

La loi du 11 février 2005, dite "loi Handicap", a définitivement ouvert la porte des entreprises aux personnes handicapées. Cinq ans après, le handicap est devenu un vrai sujet RH, mais les employeurs peinent encore à répondre à leur obligation d'emploi.

Réf. A822/4982

Handicap et chômage

Dans : HANDICAP ET CHOMAGE, Septembre 2005, 6, 8 p.

Ce bulletin dresse pour sa part un bilan de 10 années d'enregistrement de la demande d'emploi des personnes handicapées dans les fichiers de l'ANPE.

La population des travailleurs handicapés inscrite à l'ANPE regroupe des demandeurs d'emploi

reconnus handicapés par la COTOREP et des demandeurs d'emploi qui reçoivent une rente accident du travail ou une pension d'invalidité versée par la Sécurité sociale.
A la fin de l'année 2004, on compte en Lorraine 11 230 personnes handicapées inscrites à l'ANPE (6 643 hommes et 4 587 femmes).

Ref. A822/3686

Handicap et formation : un partenariat Conseil régional des Pays de la Loire et Agefiph

Dans : TRAIT D'UNION, août - septembre 2010, 227, p. 4

La Région des Pays de la Loire s'engage avec l'Agefiph pour favoriser l'accès à la formation et à la qualification des personnes handicapées. Avec pour concrétisation la signature début 2010 d'une convention de partenariat entre les deux acteurs pour la période 2010-2012. Cette convention repose sur un objectif d'amélioration qualitative et quantitative des entrées en formation des personnes handicapées dans l'ensemble des programmes de formation de droit commun afin d'accroître leurs qualifications et leurs compétences et de sécuriser leurs parcours professionnels.

Ref. A822/5097

Handicapé, moi ? Oh non, quand même pas ! Les limites floues du handicap

Dans : EDUCATION PERMANENTE, Juillet - Septembre 2003, 156, pp.89-101

Les témoignages de jeunes adultes sans diplôme ni qualification reconnue montrent comment la crise de l'emploi et l'évolution du marché de travail vers une forte précarisation poussent cette partie de la population dans une zone floue, aux limites de l'assistance et du handicap. Des caractéristiques personnelles négatives pour l'emploi, comme la lenteur, les excluent des emplois classiques et les interrogent sur leurs images d'eux-mêmes. Ils sont conduits à se positionner, comme le font leurs employeurs, formateurs et enseignants, entre l'utilisation du statut de handicapé et son rejet.

Ref. A410/3345

Jeunes en situation de handicap : un dispositif d'aide à l'insertion en milieu ordinaire

Dans : TRAIT D'UNION, juin - juillet 2011, 236, pp. 3-4

Des jeunes de 17 à 20 ans en situation de handicap vont intégrer une formation ou une entreprise, grâce à un dispositif original financé par l'Agefiph et animé par les équipes des Instituts médico-éducatifs (IME) et du Greta de Vendée. Le contenu du dispositif poursuit plusieurs objectifs pour assurer au mieux l'avenir des jeunes : évaluer leur progression sur le plan professionnel, suivre leurs apprentissages, leur faire prendre conscience des compétences liées à l'exécution des tâches qu'ils effectuent sur le poste de travail.

Ref. A822/5309

Emploi des personnes handicapées : Une semaine pour conjurer la recrudescence du chômage

Dans : ENTREPRISE & CARRIERES, Novembre 2011, 1071, PP. 4-5

La 15e Semaine pour l'emploi des personnes handicapées s'ouvre dans un contexte de regain du chômage des travailleurs handicapés, effet à retardement de la crise économique.

Ref. A410/5339

Employabilité limitée et discrimination : les personnes handicapées à l'épreuve de l'insertion professionnelle

Dans : EDUCATION PERMANENTE, Juillet - Septembre 2003, 156, pp.131-152

L'auteur s'attache à définir les conditions de réalisation d'une sorte de quadrature d'un cercle collective décidée et évidemment impossible à traduire parfaitement dans les faits. Alors que les personnes handicapées sont engagées à travailler, leurs compétences professionnelles restent limitées. Les employeurs sont réticents à les recruter et, via l'augmentation des actions de sous-traitance réalisées avec le secteur protégé, préférant déléguer à d'autres le soin de prendre en charge ces personnes éloignées de leurs attentes. Au total, c'est bien l'option de discrimination positive qui est critiquée, notamment deux de ses résultats: la sélection des plus aptes et la substitution d'un ensemble de bénéficiaires à un autre ; les salariés inefficients devenant handicapés occupent les places destinées aux personnes handicapées hors de l'emploi.

Réf. A410/3350

Formation et insertion professionnelle des personnes handicapées en milieu ordinaire

Dans : AQUITAINE EDUCATION PERMANENTE, juillet 2003, 120, pp. 7-22

Selon l'Insee, en France, aujourd'hui, 5,5 millions de personnes déclarent une gêne dans leur vie quotidienne et 3,2 millions se déclarent handicapés. Au total, 59 % des adultes handicapés n'auraient pas accès à la vie professionnelle.

En pleine année européenne du handicap, la rédaction d'AEP a considéré qu'il était utile de proposer à ses lecteurs un dossier sur l'emploi, la formation et l'insertion des travailleurs handicapés.

Réf. A410/3193

Former pour vaincre le handicap

Dans : ENTREPRISES FORMATION, janvier-février 2003, 135, pp.23-34

La montée en qualification des travailleurs handicapés est essentielle pour réussir à augmenter leur taux d'emploi dans les entreprises. Indispensable certes, mais pas suffisante. Difficile de trouver un emploi quand on souffre d'un handicap. Même après formation, leur taux d'accès à l'emploi reste nettement inférieur au taux habituel de placement à formation équivalente. Changer la représentation sociale du handicap est aussi un facteur important.

Réf. A410/3027

L'Agefiph favorise le développement de la qualification

Dans : INFFO FLASH, octobre 2002, 600, pp. 11-18

Afin de faciliter l'accès à l'emploi et l'accompagnement des personnes handicapées (Agefiph) conclut des partenariats avec les régions et d'autres partenaires institutionnels. Ceux-ci permettent le développement d'actions de qualification et l'intégration dans l'entreprise. Exemples significatifs dans ce dossier.

Réf. A830/2292

L'inaptitude au travail : une construction sociale ?

Dans : EDUCATION PERMANENTE, Juillet - Septembre 2003, 156, pp.55-66

L'inaptitude semble toujours liée à un événement singulier dans la carrière d'un travailleur (accident, maladie...), dessinant une frontière quasi naturelle entre aptes et inaptes. Cette frontière, pourtant, n'est pas aussi rigide qu'il y paraît. Tout dépend du degré de tolérance du marché de travail à l'égard des différences individuelles et des efforts de reclassement faits par les employeurs. Plus qu'une qualité individuelle, l'inaptitude désigne le lien entre des caractéristiques personnelles et un environnement social de travail. La notion d'inaptitude, telle qu'elle fonctionne actuellement en médecine du travail, n'est donc pas exempte de danger puisqu'elle tend à enfermer le médecin dans son rôle d'expert (chargé de constater une déficience individuelle) plus que de conseiller (participant au reclassement et à l'aménagement des postes).

Réf. A410/3340

La loi d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés du 10 juillet 1987 : éléments de bilan

Dans : PREMIERES INFORMATIONS ET PREMIERES SYNTHES, Juillet 2008, 28.1, 7 p.

La loi d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés du 10 juillet 1987 a été la première à imposer une contrepartie financière pour les établissements qui ne remplissent pas leur quota d'emploi de travailleurs handicapés.

Jusqu'en 2005, fin de la période d'application de cette loi, un tiers des établissements assujettis ont choisi d'utiliser la seule contribution financière pour remplir leur obligation plutôt que d'avoir recours aux autres modalités possibles que sont l'emploi direct de personnes handicapées, leur accueil comme stagiaires de la formation professionnelle, la sous-traitance avec le secteur du travail protégé et la conclusion d'un accord spécifique à l'insertion professionnelle de personnes handicapées. Néanmoins au cours des années, les établissements ont combiné de plus en plus ces différentes modalités. Les établissements relevant d'un accord spécifique ont été de plus en plus nombreux à partir des années 2000. L'emploi direct de travailleurs handicapés a aussi augmenté de 2000 à 2005.

Les petits établissements continuent à employer proportionnellement moins de salariés handicapés que les grands. Par ailleurs, ce sont les secteurs de la construction et de l'industrie qui en emploient proportionnellement le plus, secteurs où les accidents du travail et les maladies professionnelles sont les plus fréquents.

Réf. A410/4564

La qualification et l'emploi des personnes handicapées en milieu ordinaire (Dossier)

Dans : AQUITAINE EDUCATION PERMANENTE, Janvier-mars 2008, 136, pp. 9-24

Une législation de plus en plus contraignante et de nombreuses initiatives, soutenues par les pouvoirs publics comme l'Agefiph, tendent à favoriser la qualification et l'emploi des personnes handicapées en milieu ordinaire.

Ce dossier propose des portraits de jeunes handicapés en formation ou en emploi et de témoignages d'acteurs en charge d'accompagner ces publics.

Réf. A340/4267

Le travail protégé dans l'impasse

Dans : ALTERNATIVES ECONOMIQUES, juin 2002, 204, pp. 24-56

Les centres d'aide par le travail et les ateliers protégés ne parviennent pas à jouer leur rôle de tremplin vers le milieu ordinaire de travail.

Réf. A410/2204

Les enjeux d'une approche situationnelle du handicap

Dans : EDUCATION PERMANENTE, Juillet - Septembre 2003, 156, pp.115-121

Avant de parvenir à une vision complète et complexe du handicap, nous sommes passés, dans le dernier demi-siècle, par une approche essentiellement individuelle et naturaliste (l'inadaptation) puis, avec la notion du handicap venue du domaine sportif, à une vision beaucoup plus dénaturalisée et faisant progressivement droit aux facteurs sociaux. Mais après la loi de 1975, il a fallu une mobilisation des personnes handicapées, leur demande de sortir des institutions spécialisées et de les modifier, une analyse des facteurs d'environnement pour que l'on vienne à considérer le handicap comme une situation dans laquelle interagissent des facteurs exogènes et des facteurs endogènes, à pondérer dans chaque cas et à chaque moment. Ce qui contraint à des changements profonds de législation.

Réf. A410/3348

L'intermédiation au service de l'emploi des personnes handicapées

Dans : ARF INFO, Février 2011, 15, p. 18

Dans le domaine de l'emploi des personnes handicapées, l'Agefiph a déployé quatre réseaux de partenaires chargés d'aider les salariés et les entreprises. Parmi eux, ALTHER, créé en février 2010, est un service conseil destiné uniquement aux employeurs privés. En Poitou-Charentes, il est présent sur deux grands territoires formés d'un côté par la Vienne et les Deux-Sèvres, de l'autre par les deux Charentes. Dans ce dernier, les associations Prométhée 17 et Ohé Prométhée Charente se sont associées pour porter ce service gratuit.

Réf. A8225159

L'intégration des personnes handicapées dans les formations de droit commun

Dans : ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, Mai-Juin 2004, 190, pp.32-34

Les schémas régionaux de la formation professionnelle des personnes handicapées apportent des réponses variées pour à la fois intégrer les personnes handicapées dans le droit commun de la formation, et, en même temps, réunir les conditions nécessaires à la prise en compte de leurs spécificités. L'auteur présente deux exemples en Paca et en Basse-Normandie.

Réf. A822/3475

La VAE s'adapte aux personnes handicapées

Dans : REBONDIR, Mai 2006, 131, 64p.

Valider les acquis de l'expérience pour avancer dans sa carrière, une solution qui s'ouvre peu à peu aux personnes handicapées. La VAE se développe au niveau local et régional, afin de permettre à tous d'en bénéficier.

Ref. A210/3885

L'accès à l'emploi des personnes handicapées en 2007

Dans : PREMIERES INFORMATIONS ET PREMIERES SYNTHESSES, Novembre 2008, 47.1, 10 p.

En 2007, 1,8 million de personnes, âgées de 15 à 64 ans et vivant à domicile, déclarent avoir une reconnaissance administrative du handicap leur permettant de bénéficier de l'obligation d'emploi de travailleur handicapé. Si on ajoute à cette population les personnes ayant un problème de santé depuis au moins six mois et rencontrant des difficultés importantes dans leurs activités quotidiennes ou vis-à-vis du travail ou ayant eu un accident du travail dans l'année, on aboutit à une population, plus large, de 9,6 millions de personnes.

Quel que soit le contour retenu, la population des personnes handicapées est relativement âgée et peu diplômée. La population des personnes ayant une reconnaissance officielle du handicap est en revanche plus masculine que la population totale, alors que celle définie dans un sens large est plus féminine. Les difficultés de participation au marché du travail et d'accès à l'emploi concernent surtout les personnes avec une reconnaissance administrative du handicap. Leur taux d'activité est très inférieur à celui de l'ensemble des personnes de 15 à 64 ans (44 % contre 71 % en 2007) et leur taux d'emploi aussi (35 % contre 65 %).

Ces personnes occupent plus souvent des postes peu qualifiés et à temps partiel que l'ensemble de la population. Elles expriment des besoins importants en matière d'aménagement du poste de travail ainsi qu'en soutien et compréhension des collègues et des supérieurs.

Le taux de chômage des personnes atteintes d'un handicap reconnu par l'administration est plus du double de celui de l'ensemble des personnes de 15 à 64 ans. Les trois quarts d'entre elles jugent que leurs problèmes de santé rendent plus difficile leur recherche d'emploi.

Ref. A410/4360

La scolarisation des jeunes handicapés

Dans : NOTE D'INFORMATION, Mai 2012, 12.10, 8 p.

À la rentrée 2011, 210 400 élèves handicapés sont scolarisés en milieu ordinaire, dans une école ou un établissement scolaire du second degré. Depuis la rentrée scolaire 2006 et l'entrée en vigueur de la loi du 11 février 2005, 55 000 élèves supplémentaires ont été ainsi scolarisés, soit une évolution annuelle moyenne de 6,3% alors que, sur la même période, les effectifs d'élèves sont stables.

On note une progression sensible des effectifs des élèves handicapés porteurs de troubles intellectuels et cognitifs, ou de troubles psychiques, grâce notamment à l'ouverture de nouvelles classes pour l'inclusion scolaire (CLIS) et d'unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS).

Ces catégories de jeunes bénéficient également d'un accueil accru en classes ordinaires ou en sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA).

Par ailleurs, au cours de l'année scolaire 2010-2011, 78 100 jeunes en situation de handicap reçoivent un enseignement dans un établissement hospitalier ou médico-social qui leur offre une prise en charge globale (scolaire, éducative et thérapeutique).

Ref. A822/5443

Les droits des travailleurs handicapés encore insuffisamment connus en Guadeloupe

Dans : ANTIANE ECO, Juin 2005, 63, pp.12-15

Les différentes situations rencontrées par les travailleurs handicapés vont de la reconnaissance administrative de leur statut de travailleur handicapé jusqu'à l'emploi, en passant par les dispositifs d'insertion et le chômage. Leur emploi peut être ordinaire dans les entreprises guadeloupéennes ou s'exercer en milieu protégé.

Réf. A822/3654

Personnes handicapées : faire tomber les obstacles

Dans : AGENDA SOCIAL, Avril 2003, 5, pp. 9-12

L'année européenne des personnes handicapées veut faire changer les attitudes et souligne les avantages de l'intégration totale pour l'ensemble de la société.

Réf. A822/3171

Rencontre régionale : faciliter l'accès à la formation des personnes en situation de handicap

Dans : TRAIT D'UNION, juin - juillet 2011, 236, pp. 1-2

L'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph) et le Conseil régional des Pays de la Loire visent une amélioration qualitative et quantitative des entrées en formation des personnes en situation de handicap dans l'offre de formation régionale. Dans ce cadre, une convention 2011-2012 a été signée.

Réf. A822/5310

Salariés handicapés : l'enjeu de la formation

Dans : ENTREPRISE & CARRIERES, Décembre 2011, 1075, pp. 24-31

Le faible niveau de formation initiale et continue constitue un second handicap qui s'ajoute à la déficience physique ou psychique initiale. L'accès des personnes et salariés handicapés à la formation représente un enjeu majeur pour obtenir un emploi de qualité.

Réf. A410/5337

Sortir du chômage quand on est handicapé

Dans : CONSOMMATION ET MODES DE VIE, mai 2004, 175, 4 p.

En 2003, le nombre de demandeurs d'emploi reconnus handicapés et recherchant un travail à durée indéterminée et à temps plein s'élevait à près de 158 000, soit 6 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Près d'un actif handicapé sur quatre est au chômage. Les personnes handicapées sont prioritaires dans les différents dispositifs d'aide au retour à l'emploi. Mais force est de constater les difficultés qu'elles rencontrent pour sortir du chômage de façon durable.

Réf. A410/3405

Travail et handicap (Dossier spécial)

Dans : REBONDIR, Mai 2008, 153, pp. 23-54

La loi pour "l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées", promulguée le 11 février 2005, est venue concrétiser une volonté de replacer la personne handicapée au cœur d'une société qui avait tendance à l'isoler. Trois ans après, nous avons tenté de dresser un bilan de son application auprès des différents acteurs du monde du handicap (associations, entreprises, institutions, cabinets de conseil), avec pour objectif de donner aux personnes handicapées les outils nécessaires à leur insertion sur le marché de l'emploi.

Réf. A410/4268

Travailler avec des adultes polyhandicapés : en quête de potentialités

Dans : ASH MAGAZINE, Mai-Juin 2006, 15, pp.34-36

D'un côté, le soin, indispensable pour un public en situation de grande dépendance. De l'autre, l'accompagnement, primordial pour mobiliser leur potentiel et les aider à exprimer leurs désirs : apprentissage des moyens de relation et de communication, éveil sensori-moteur...

Réf. A824/3821

Travailleurs handicapés : La VAE trace sa route

Dans : VISA COMPETENCES, 4ème trimestre 2008, 8, pp. 11-12

Plus de 250 personnes ont assisté au colloque "valorisation des compétences et handicap", organisé en Pyrénées Atlantique, pour faire le point sur les actions innovantes de Validation des acquis de l'expérience dans les établissements protégés, ainsi que sur les dispositifs juridiques, pédagogiques et financiers permettant de les accompagner. Des pionniers ouvrent des pistes de progrès à exploiter.

Réf. A210/4352

Travailler avec un handicap

Dans : REBONDIR, mai-juin 2002, 105, pp.27-44

Les mentalités ont évolué. Mais les idées reçues à l'égard des travailleurs handicapés ont la dent dure. Pour accéder à l'emploi, une personne handicapée doit se battre plus qu'une autre. Raison de plus pour connaître le large dispositif mis à sa disposition. Rebondir passe en revue tout ce qu'il est utile de savoir pour (re)trouver une activité et faire valoir vos droits.

Réf. A822/2136

Travailleurs handicapés : Une insertion toujours difficile

Dans : ENTREPRISE & CARRIERES, Juillet 2010, 1010, pp. 20-22

Le nombre d'entreprises n'ayant développé aucune action en faveur de l'insertion des personnes handicapées a chuté depuis dix-huit mois. Bonne nouvelle ou feu de paille ? Certains acteurs dénoncent des pratiques à minima pour éviter la sur contribution Agefiph.

Réf. A410/4841

Valeur ajoutée des projets européens : la preuve par neuf

Dans : ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, novembre 2008, 217, pp. 5-77

Consacrée à la valeur ajoutée des projets européens, voici le détail du sommaire de ce dossier :

- Le programme Equal : des innovations qui contribuent aux réflexions et débats sur la formation ;
- "Certifié compétent ! " : Accompagner une personne en situation de handicap mental dans la certification de ses compétences ;
- La réinsertion des personnes les plus éloignées de l'emploi ;
- De l'insertion à la création d'activité : une troisième voie ;
- Bien vieillir au travail : perspectives compétences et santé des salariés agricoles seniors ;
- Ouvrir le débat sur la gestion des ressources humaines en agriculture ;
- La professionnalisation des emplois du développement rural ;
- Le bâtiment doit relever le défi de l'intégration des femmes ;
- Alice : il était une fois les adultes qui rêvaient de garde d'enfant ;
- Concilier les temps de formation pour mieux vivre ensemble.

Réf. A640/4714

Certifié compétent ! Accompagner une personne en situation de handicap mental dans la certification de ses compétences

Dans : ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, 01 novembre 2008, 217, pp. 11-16

1,4 million de personnes sont en situation de handicap mental. Aborder le thème de la qualification nécessite de décentrer le regard porté sur ce handicap. Les savoir-faire de ces travailleurs ont longtemps été ignorés, comme le souligne Bernadette Grosyeux, directrice générale du Centre de la Gabrielle et des Ateliers du Parc de Claye. L'intégration au processus de VAE (validation des acquis de l'expérience) est un important facteur de changement. Une révolution dans le monde du handicap, qui jusqu'alors était considéré comme à part, frappé d'"irréversible". La VAE prend en compte les désirs d'évolution. Au Centre de la Gabrielle, le parti pris a été de s'inscrire dans le dispositif de droit commun. Seules ont été adaptées les modalités d'accompagnement. Chaque candidat a décidé lui-même de suivre le processus. Les chefs d'équipe ont été formés et ont fourni un réel effort au plus près des travailleurs, pendant les deux années de préparation. Au final, si les validations partielles ont pu décevoir certains salariés, tous ont déclaré avoir beaucoup appris : entraînement à la prise de parole, prise de conscience des gestes professionnels, etc. En perspective : un projet de pôle francilien intitulé "Cap VAE". Et un témoignage : "il ne sert à rien d'envisager l'intégration de personnes en situation de handicap mental dans l'entreprise si on ne prévoit pas leur évolution".

Réf. A822/5178

L'insertion des handicapés sur le fil

Dans : LIAISONS SOCIALES MAGAZINE, Avril 2010, 111, pp. 28-29

Stagnation des aides oblige, les centres de travail réservés aux handicapés doivent de plus en plus compter sur leurs ressources propres. Reportage.

Réf. A410/4795

Revues

Diagnostic préalable au PRITH en PACA : Aide à l'élaboration du plan régional d'insertion professionnelle des travailleurs handicapés

Dans : ETUDES, Janvier 2011, 16, 81 p.

Il s'agit du diagnostic sur l'emploi et la formation professionnelle des travailleurs handicapés en Paca, réalisé en 2010 dans le cadre de la mise en œuvre du Plan régional pour l'Insertion des Travailleurs Handicapés (PRITH).

Le diagnostic traite des 4 axes d'intervention du PRITH : accès à l'emploi, accès à la formation, sensibilisation des entreprises et maintien dans l'emploi, et a été élaboré auprès d'un large panel d'acteurs (AFPA, Agefiph, Cap emploi, carsat, Conseil régional, Crp, Direccte, Draaf, Esat, Fiphfp, Mdp, Opalia, Pôle emploi, Rectorats, Sgar...).

Ref. 410MIS4430

Enquête apprentissage et handicap. Quelles conditions d'intégration en milieu ordinaire ?

Dans : ETUDES, Décembre 2010, 15, 49 p.

Cette enquête a pour but de comprendre comment l'apprentissage en milieu ordinaire s'inscrit dans la trajectoire des jeunes et adultes handicapés (parcours antérieur, modalités d'accès à l'apprentissage, perspectives futures) et comment ils appréhendent cette expérience (satisfaction, limites, attentes).

Ref. 410MIS4431

Guadeloupe Formation Emploi n°8

Dans : GUADELOUPE FORMATION EMPLOI DU CARIF-OREF, décembre 2001, 8, pp.2-15

Actualités

- ARGOS : analyses régionales sur la formation

Dossier : lutter contre les exclusions

Entreprise

- Trans-béton : la formation comme outil de management

Ref. 76GFE3108

Handicap et formation

Dans : ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE, juillet-août 2003, 185, 124 p.

2003 est l'année européenne des personnes handicapées. Elle est aussi celle où la France a décrété grande cause nationale l'action en faveur des personnes handicapées.

Les évolutions sont relativement faibles sur le front de l'emploi. Les entreprises, publiques et privées, sont loin du taux d'embauche fixé par la loi du 10 juillet 1987 : 4 % au lieu de 6 %. Du côté de la formation, les progrès sont davantage perceptibles : les dispositifs d'accueil et d'orientation, l'accompagnement du secteur spécialisé ont gagné en efficacité. Le dispositif général de formation est désormais plus ouvert aux personnes handicapées, et l'Afpa montre l'exemple.

Ref. 410HAN3492

Handicap, bilan statistique 2004

Chiffres clés en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Dans : EN QUELQUES CHIFFRES, Septembre 2005, 5, 18 p.

Ce document propose des données chiffrées relatives à l'emploi et l'insertion professionnelle des personnes handicapées en PACA.

Réf. [410AGE3841](#)

Handicap, bilan statistique 2004

L'insertion professionnelle des personnes handicapées en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Dans : OUTILS D'ANALYSE, Septembre 2005, 09, 116 p.

Ce document s'attache à analyser et commenter les données chiffrées relatives à l'emploi et l'insertion professionnelle des personnes handicapées en PACA.

Ce bilan est aussi complété par des études sur des thématiques spécifiques :

- le chômage des personnes handicapées

- l'emploi des bénéficiaires de la loi de 1987 dans les établissements assujettis à l'obligation d'emploi

Réf. [410AGE3840](#)

Handicap, bilan statistique 2005 : L'insertion professionnelle des personnes handicapées en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Dans : OUTILS D'ANALYSE, Décembre 2006, 11, 97 p.

Ce bilan statistique 2005 présente une mise à jour des principaux indicateurs relatifs à l'emploi et l'insertion professionnelle des personnes handicapées en PACA.

Réf. [410AGE4120](#)

Handicap, bilan statistique 2005

Chiffres clés en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Dans : EN QUELQUES CHIFFRES, Septembre 2006, 06, 17 p.

Ce document propose une synthèse des données chiffrées de 2006, relatives à l'emploi et l'insertion professionnelle des personnes handicapées en PACA.

Réf. [410AGE4119](#)

Handicap, bilan statistique 2006 : chiffres-clés en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Dans : EN QUELQUES CHIFFRES, Octobre 2007, 07, 26 p.

Ce document présente une synthèse des données chiffrées relatives à l'emploi et l'insertion professionnelle des personnes handicapées en PACA pour l'année 2006, première année d'application de la loi du 11 février 2005 sur l'"égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées".

Réf. [410AGE4122](#)

Handicap, bilan statistique 2007 - Chiffres-clés en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Dans : EN QUELQUES CHIFFRES, Octobre 2008, 8, 29 p.

Ce document présente une synthèse des données chiffrées relatives à l'emploi et l'insertion professionnelle des personnes handicapées en PACA pour l'année 2007.

Réf. [410AGE4223](#)

Handicap, bilan statistique 2010

Chiffres clés en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Dans : EN QUELQUES CHIFFRES, Novembre 2011, 09, 22 p.

Ce document propose une synthèse des données chiffrées de 2010, relatives à l'emploi et l'insertion professionnelle des personnes handicapées en PACA.

Réf. [410AGE4515](#)

L'entreprise et les handicapés

Dans : LIAISONS SOCIALES NUMERO SPECIAL, 26 octobre 2001, supplément au n° 13510, 90p.

Ce supplément de Liaisons Sociales quotidien fait le point sur les handicapés et leur intégration dans l'entreprise. Tous les aspects y sont abordés : les mesures favorisant l'emploi des handicapés en entreprise, les conditions d'emploi, l'emploi en milieu protégé, la protection sociale et les organismes concourant à l'insertion professionnelle. Un point spécial intitulé : Création d'entreprise ou d'une activité libérale par un handicapé est également proposé.

Réf. [16ENT2878](#)

Le chômage des personnes handicapées : analyse de la demande d'emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Dans : ETUDES, Février 2006, 7, 52 p.

Cette étude porte sur la caractérisation du chômage des personnes handicapées en région PACA. Toute l'analyse construite sous l'angle d'une double perspective : la spécificité du public handicapé au regard de l'ensemble de la population active et les particularités territoriales. Cela répond à une volonté d'outiller l'ensemble des acteurs concernés en région afin d'améliorer le traitement local du chômage.

Quels les contours et l'ampleur des difficultés d'accès à l'emploi rencontrées par les personnes handicapées en région PACA ? Quel est le profil des chômeurs handicapés, comment évaluer leur vulnérabilité au chômage et leur possibilité d'en sortir ?

Comment ces réalités se meuvent au niveau local ? Pour répondre à ces questions, nous procédons en plusieurs étapes. Celles-ci s'inscrivent dans une démarche itérative et analytique visant à expliquer successivement les réalités observées.

Réf. [410MIS3894](#)

Parcours professionnels des personnes handicapées : Quand la formation contribue à mieux maîtriser la mobilité professionnelle

Dans : ETUDES, Juin 2009, 11, 37 p.

Cette étude a pour but de reposer la question de la formation comme levier favorisant le retour à l'emploi, en la mettant à l'épreuve de la complexité qui caractérise les parcours des personnes handicapées.

Ref. 410MIS4270

III- Documents à télécharger

Rapports, Etudes, guides

La mise en œuvre de la loi du 11 février 2005 dans l'éducation nationale -2012

L'objet de ce rapport est de dresser un bilan de la mise en œuvre de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées dans l'éducation nationale. À partir d'une observation du parcours de l'élève reconnu "handicapé" depuis sa première inscription dans l'école jusqu'à sa sortie du système éducatif, les inspections générales constatent les progrès accomplis ces dernières années, tant au niveau quantitatif que qualitatif, en particulier dans le second degré. Toutefois, elles relèvent aussi des insuffisances qui appellent une réponse dans les prochaines années, notamment, la difficulté des acteurs à concevoir des projets personnalisés de scolarisation conformes à l'esprit de la loi, la fragilité des données disponibles, l'hétérogénéité, d'un département à l'autre, des mesures prises en faveur des élèves identifiés comme handicapés ou encore le besoin de formation des personnels. Des préconisations, élaborées en fonction de ces constats, sont jointes au rapport.

<http://www.education.gouv.fr>

Rapport mondial sur le handicap – 2011

Dans le monde, plus d'un milliard de personnes vivent avec un handicap sous une forme ou une autre et près de 200 millions d'entre elles ont de très grandes difficultés fonctionnelles. Dans les prochaines années, le handicap deviendra une préoccupation encore plus grande à cause de l'augmentation de sa prévalence, qui s'explique par le vieillissement des populations et le risque plus élevé de handicap chez les personnes âgées, mais aussi par l'accroissement mondial des problèmes de santé chroniques comme le diabète, les maladies cardiovasculaires, le cancer et les troubles de la santé mentale.

Le *Rapport mondial sur le handicap* réunit les meilleures informations disponibles sur le sujet, afin d'améliorer la vie des personnes handicapées et de faciliter la mise en œuvre de la CRDPH. Il a pour objet de :

- Fournir aux gouvernements et à la société civile une analyse complète de l'importance du handicap et des réponses qui y sont apportées, sur la base des meilleures données factuelles disponibles.
- Recommander des mesures à l'échelle nationale et internationale.

http://www.who.int/disabilities/world_report/2011/summary_fr.pdf

Rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en œuvre de la politique nationale en faveur des personnes handicapées - 2012

Un rapport sur la mise en œuvre de la politique nationale en faveur des personnes handicapées, portant notamment sur les actions de prévention des déficiences, de mise en accessibilité, d'insertion, de maintien et de promotion dans l'emploi, sur le respect du principe de non-discrimination et sur l'évolution de leurs conditions de vie.

<http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapportCNCPPH.pdf>

Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au bilan et aux orientations de la politique du handicap - 2009

" Jamais une loi n'aura à ce point structuré l'ensemble d'une politique publique. De l'avis de tous, la loi du 11 février 2005 est « une très belle loi », qui affirme à la fois de grands principes et pose les jalons pour mettre en œuvre une politique forte en faveur des personnes handicapées. Certes, des

avancées majeures ont été réalisées dans tous les domaines, mais, comme toute réforme ambitieuse, le bilan reste, sept ans après, en-deçà des espoirs initialement soulevés." Pour remédier à cette situation, plusieurs propositions sont avancées.

<http://www.senat.fr/notice-rapport/2011/r11-635-notice.html>

Bilan du fonctionnement et du rôle des Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). -2011

La mission sur un premier bilan du fonctionnement des Maisons départementales du handicap (MDPH) s'est rendue dans 5 départements : Ille et Vilaine, Val de Marne, Eure, Bas Rhin, Indre. Les constats ont distingué les conditions de fonctionnement des GIP/MDPH des progrès accomplis ou des difficultés rencontrées par les maisons départementales à l'aune de leurs rapports avec les usagers. Pour améliorer le fonctionnement des MDPH, après avoir écarté le scénario de la disparition des GIP (groupements d'intérêt public), la mission présente des préconisations qui s'articulent autour de trois axes : sécuriser la gestion, rééquilibrer la gouvernance et améliorer la qualité des services et faciliter la transparence.

www.ladocumentationfrancaise.fr

Evolution des mentalités et changement du regard de la société sur les personnes handicapées.

- Passer de la prise en charge... à la prise en compte - 2011

M. Jean-François Chossy a été chargé par le Premier ministre d'une mission visant à faire évoluer les mentalités et changer le regard de la société sur les personnes handicapées. L'auteur s'intéresse tout d'abord aux mots employés à leur égard, souvent stigmatisants ou blessants, et propose de les remplacer par d'autres termes pour insister sur leur capacité de participation active et d'implication - même modeste - dans la société. Avec l'objectif de passer d'une logique de prise en charge à une logique de prise en compte, il étudie successivement tous les aspects liés à la situation des personnes en situation de handicap : apports de la Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits, des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ; rôle des institutions ; manifestation des différentes solidarités (Ecole, travail, logement, accueil, etc.) ; vie quotidienne ; regards sur l'autisme, les maladies psychiques et le polyhandicap ; vie affective et sexuelle ; accessibilité ; sensibilisation de la situation des personnes handicapées à travers les médias.

http://cnhandicap.org/Data/Documents/files/Rapport%20J-F_%20CHOSSY%20novembre%202011.pdf

Le rapport de l'Observatoire national sur la formation, la recherche et l'innovation sur le handicap – 2008

L'Observatoire national sur la formation, la recherche et l'innovation sur le handicap (ONFRIH) a été institué par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Installé en avril 2007, il rend public son premier rapport sur les travaux menés au cours de l'année 2008. Ceux-ci portent sur la recherche en sciences humaines et sociales sur le handicap, la formation des professionnels sur le handicap, la prévention des situations de handicap chez l'enfant. Le thème transversal retenu est celui de l'emploi des personnes handicapées ; il a été abordé en 2008 sous l'angle de la recherche.

www.ladocumentationfrancaise.fr

"Intégrer le handicap à la gestion des ressources humaines" - 2011

Loin d'être une simple contrainte imposée par la loi, la prise en compte du handicap est pour l'entreprise une occasion non seulement d'interroger ses pratiques, mais aussi d'innover, avec l'aide de spécialistes, dans le champ des ressources humaines.

Retrouvez des conseils et des témoignages pour Intégrer le handicap à la gestion des ressources humaines de votre entreprise.

<http://www.agefiph.fr>

Travailler avec un handicap - 2010

Face à cette situation, la FNATH a décidé de publier un guide à destination des demandeurs d'emploi ou des salariés du secteur privé ou public afin de leur donner les clés essentielles pour identifier le rôle des multiples acteurs mais aussi les aides de l'AGEFIPH dont ils peuvent bénéficier mais dont ils ne sont pas toujours informés. Grâce à des conseils pratiques, il a pour objectif d'aider les travailleurs handicapés à mieux se repérer dans les démarches à accomplir pour trouver un emploi ou une formation, se maintenir dans son emploi ou créer une entreprise.

<http://www.fnath.org>

L'Officiel du handicap - 2012

Initialement axé sur l'explication de la loi du 11 février 2005 et ses différents domaines d'application, il est essentiellement consacré à l'emploi, avec pour ambition de fournir aux acteurs publics comme privés l'essentiel de l'information utile sur les différentes questions du recrutement, de l'accessibilité, des partenariats locaux, du maintien dans l'emploi, de la sous-traitance... A titre d'illustration, les pouvoirs publics, entreprises et associations/institutions du domaine sont invités à venir témoigner sur leur engagement en faveur de la lutte contre les discriminations.

www.officiel-handicap.com

IV- Textes législatifs

La loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 : sur le reclassement professionnel des travailleurs handicapés

-introduit la notion de travailleur handicapé

<http://www.legifrance.gouv.fr>

Décret du 13 juillet 1971 créant l'Allocation pour Adultes Handicapés (A.A.H.).

La loi n° 75-534 d'orientation du 30 juin 1975 : en faveur des personnes handicapées

-COTOREP : reconnaissance du handicap et l'aide au reclassement professionnel

-structures d'aide au reclassement professionnel et à l'insertion : les EPSR (Équipes de Préparation et de suite au Reclassement).

<http://www.legifrance.gouv.fr>

Circulaire 60 AS du 8 décembre 1978 relative aux Centres d'Aide par le Travail (C.A.T.).

La loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 : en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (1)

-obligation d'emploi de TH : 6% (plus de 20 employés)

-Fonds pour l'insertion des personnes handicapées (gestion par l'Agefiph)

<http://www.legifrance.gouv.fr>

La loi n° 91-663 du 13 juillet 1991 : portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant le public.

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 : pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (1)

-pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ».

<http://www.legifrance.gouv.fr>

-avancées :

-les aspects financiers et le droit à compensation

-l'organisation avec la mise en place des Maisons départementales de personnes handicapées (MDPH)

-l'accessibilité

-la scolarité

-l'emploi :

Principe de non-discrimination

Obligation d'emploi renforcée

Fonds pour l'insertion professionnelle dans la fonction publique (ministères, collectivités territoriales et hôpitaux publics)

V- Sur le net (Webographie)

L'ADAPT

Association pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes handicapées

www.ladapt.net/index.php

L'AGEFIPH

Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées

www.agefiph.fr/index.php?nav1=accueil

Cap Emploi

Favoriser l'emploi des personnes handicapées en entreprise

www.capemploi.net/

L'actualité de la formation et de l'emploi pour les personnes handicapées

www.missionhandicap.com

Site sur le droit du handicap

www.handroit.com

Association pour Adultes et Jeunes Handicapés

www.apajh.org

Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées

www.cnsa.fr

Le portail dédié aux Maisons Départementales des Personnes Handicapées

<http://www.mdpf.fr>

Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Guadeloupe

www.mdpf-971.fr

L'information et les services, du handicap à l'autonomie

www.handicap.fr

Le site du recrutement réussi des personnes handicapées

www.hanploi.com

Conseil national handicap

www.cnhandicap.org

Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique

www.fiphfp.fr

Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH)

www.handicap.fr

Observatoire des inégalités

www.inegalites.fr

Handicap international

www.handicap-international.fr

Le Conseil français des personnes handicapées pour les questions européennes (CFHE)

www.cfhe.org